

Interview exclusive de l'avocat Robert Bourgi

« Comment, en toute conscience, peut-on demander de un monde où tout le monde devient fou ? »

Une horde déchaînée a donné Robert Bourgi à la porte des pompes funèbres. Il n'en était rien. Samedi 22 octobre dernier, l'avocat est venu marcher aux côtés des Gabonaises et des Gabonais de France à Paris. Il parle à nouveau à « Echos du Nord », dans un style qu'on ne lui connaissait pas. Ferme, déterminé et rassurant. Pour lui, il n'y a aucun doute, Ali Bongo Ondimba va partir.

Propos recueillis par D. Ename Zang Memine

Echos du Nord : On vous a vu très actif lors des élections qui viennent de s'achever au Gabon. Depuis, on ne vous a plus entendu. Pourquoi ?

Me Robert Bourgi : Merci Désiré de m'accorder la parole une fois de plus dans les colonnes d'« Echos du Nord ». Je voudrais, ici, dissiper des rumeurs qui ont circulé sur mon retrait actif de la vie politique gabonaise. Il n'en est absolument rien, comme vous le savez. Cette demande d'interview tombe à pic. Car j'ai lu avec tristesse, et aussi un certain amusement, un article de Times Gabon qui me décrit comme un être moribond, à l'article de la mort, et sur lequel se penche déjà les pompes funèbres. La pratique du journalisme au Gabon par les médias inféodés à Ali Bongo Ondimba est lamentable et pitoyable. Alors, étant aussi moribond que Times Gabon le prétend, comment aurais-je pu être présent tout au long de ces semaines aux manifestations contre le rapt électoral par Ali Bongo Ondimba, à Paris (deux semaines de suite), à Grenoble, à Marseille, à Bordeaux et à Lyon ? Que les adver-

andidat malheureux à cette élection. Il n'est pas normal que la Cour constitutionnelle l'ait proclamé au détriment du vrai vainqueur de cette élection qui est Jean Ping. Ce que j'affirme, Mme Marie Madeleine Mborantsuo, présidente de cette institution, le sait. Nous avons eu des conversations plusieurs mois auparavant, et elle était convaincue qu'Ali Bongo Ondimba ne pouvait pas remporter une élection au Gabon. Les Gabonais qui ont voté ont la vérité des urnes. Une équipe d'observateurs de l'Union européenne, qui était sur place, a la vérité des urnes. Les Français du Gabon, dont la mission diplomatique française, savent qu'Ali Bongo Ondimba a été laminé à cette élection.

L'Élysée le sait. C'est pour cette raison, au nom de la vérité, que je crois que rien n'est perdu et qu'il est toujours possible de rétablir cette vérité des urnes.

Cela ne doit pas non plus passer par des arrangements modérés qui consistent à dire à Jean Ping, qui est le président élu, de s'accommoder de cette situation de fait, en l'invitant à regarder les perspectives électorales à venir. Je dis non à ce cynisme politique.

Ce sont bien les autorités françaises, notamment Jean-Marc Ayrault, ministre des Affaires étrangères, qui laissent comprendre que les dés sont jetés et qu'il faut regarder l'avenir sereinement



avec, nous dise ce qui a changé entre sa position ferme au sortir du scrutin où il demandait un recomptage des voix, pour se tasser complètement en affirmant qu'Ali Bongo Ondimba « est investi, il est installé, la France a été représentée par son ambassadeur, etc. » ; puis de se réfugier derrière le verdict d'une Cour constitutionnelle dont il sait la partialité, sans la condamner fermement ; où encore en se réfugiant derrière l'Union africaine qui a édulcoré sa mission au Gabon et j'en passe. Jean-Marc Ayrault a même contredit les positions tranchées du Parti socialiste français qui indiquait le 28 août, au lendemain du scrutin, que « les estimations donnaient le

...saires de la démocratie au Gabon sachent que Robert Bourgi est plus présent que jamais, et que je ne cesserai le combat que lorsque cette horde de hors-la-loi aura été chassée du pouvoir par le peuple souverain qui a élu Jean Ping à une très forte majorité.

J'ai jugé plus utile et plus opportun de ne pas trop me prononcer en attendant de voir l'évolution des choses depuis le hold-up électoral. Plus qu'auparavant, je pense que nous avons le devoir, je dis bien nous avons le devoir, parce que j'y introduis tous les vrais démocrates, français en particulier et par extension les démocrates européens, américains et ceux d'autres continents, épris des valeurs humanistes, de tout mettre en œuvre pour que l'expression des Gabonais le 27 août, soit respectée et rétablie. Nous savons pertinemment qu'Ali Bongo Ondimba a été le véritable

J'ai été horrifié devant les volte-face de Jean-Marc Ayrault dans cette affaire. Je me suis posé de sérieuses questions sur le leadership de la diplomatie française. Voire le sérieux de cette diplomatie. Si l'on n'arrive pas à résoudre l'équation du Gabon à une seule inconnue, ce ne sont pas celles plus complexes de la Syrie, de la Lybie ou des autres parties du monde -- où l'on attend l'efficacité de la diplomatie française --, qu'on apportera des solutions. Ayrault a dit « oui en effet » le matin ; « oui, mais... » à midi, et le soir « on va encore faire comment ? » pour reprendre l'expression du défaitisme et de la

Si l'on n'arrive pas à résoudre l'équation du Gabon à une seule inconnue, ce ne sont pas celles plus complexes de la Syrie, de la Lybie ou des autres parties du monde -- où l'on attend l'efficacité de la diplomatie française --, qu'on apportera des solutions. Ayrault a dit « oui en effet » le matin ; « oui, mais... » à midi, et le soir « on va encore faire comment ? »

soumission très connue des Gabonais. Je voudrais que Jean-Marc Ayrault, qui aura des comptes à rendre sur sa gestion de la crise gabonaise, et l'Élysée

président sortant Ali Bongo Ondimba battu au profit de Jean Ping ». Je cite bien le PS dont la position reste encore ferme aujourd'hui. Le même PS, par la voix de son secrétaire national chargé du pôle mondialisation, régulation et coopération, a tenu des propos on ne peut plus clairs, à la fois dans une interview dans un journal gabonais et dans un communiqué où il a souligné la partialité de la Cour constitutionnelle en demandant, je cite, le « recompte impartial et partagé dans les zones contestées, et l'organisation d'un nouveau scrutin dans les zones où les résultats sont annulés... » C'est effarant que Jean-Marc Ayrault, à la suite de cela, soit venu donner le spectacle lamentable auquel on a assisté. Une telle inconstance dans une même situation demeure inexplicable. Même si on peut y trouver toutes les raisons du monde. Même les plus folles. Je trouve que la France de François Hollande a perdu dans cette affaire gabonaise une chance historique de mettre fin, voire d'effacer plusieurs décennies de françafrrique. Si le gouvernement socialiste avait persisté dans sa volonté de dénoncer ce hold-up électoral, les Africains, de Dakar jusqu'à Kinshasa, en passant par Bamako et toutes les autres capitales, auraient porté aux nues François Hollande. Ce sont ces mêmes hommes qui dénonçaient la françafrrique et qui ont fait exactement la même chose : cautionner un régime moribond, et soutenant un potentat qui venait d'échouer à la présidentielle et cela, à la face du monde. Ce sont bien ces hommes-là qui avaient demandé le recomptage des voix, bureau par bureau, sachant que dans le Haut-Ogooué, le scrutin annoncé équivalait à un vol qualifié. François Hollande et son gouvernement ont mis à côté de la plaque et ont raté une occasion historique de parrainer la démocratie. Je fais confiance au peuple de matérialiser par les faits, la victoire de Jean Ping. Je sais que le futur secrétaire général des Nations unies a conforté Jean Ping lors d'un récent entretien téléphonique.

Pensez-vous que Nicolas Sarkozy a eu une position plus engagée sur le Gabon que le pouvoir français actuel ? Quelle proposition a-t-il faite si ce n'est que la recette classique de la droite, à savoir le partage du pouvoir ?

Je voudrais d'abord souligner que Nicolas Sarkozy, bien qu'ancien chef de l'État, n'a pas, dans le cas d'espèce, les leviers du pouvoir. Ensuite, je dirais



s'asseoir avec le bourreau pour dialoguer ? Est-on dans



que même s'il a eu une position tardive, elle a cependant été courageuse dans ce sens qu'elle est l'affirmation de ce qu'a été l'expression des Gabonais le 27 août dernier. Mais ce avec quoi je ne suis pas d'accord, c'est le fait de dire à une personne dont on sait qu'elle a eu la faveur des urnes d'accepter de façon aussi simpliste le fait accompli devant lequel le met une Cour constitutionnelle décriée. Que cela sorte de la bouche de quelqu'un d'autre, je comprendrai. Mais je ne tolère pas ces propos de la bouche de Nicolas Sarkozy, qui connaît la situation du Gabon ; qui a été président au moment de l'arrivée d'Ali Bongo Ondimba au pouvoir en 2009, et qui sait que la France avait le devoir de réparer certaines erreurs

Ping était sorti largement vainqueur de cette élection. Et le chiffre de 60% pour Jean Ping et de 38% pour Ali Bongo Ondimba n'est certainement pas une vue de l'esprit. Les 2% allant à ces microbes de petits candidats qui ont couru faire allégeance à l'auteur du rapt électoral. J'ai éprouvé un sentiment de dégoût lorsque j'ai vu la photo de M. Ndong Sima faisant antichambre à la prestation de serment d'Ali Bongo Ondimba. Ah, si Ali Bongo Ondimba pouvait savoir ce que ce même homme a déversé de bile et de haine contre lui dans mon bureau au mois de juillet et d'août ! J'ai appris aussi que Louis Gaston Mayila tentait des démarches, à Paris, en ce moment auprès des personnalités gabonaises, les invitant

au dialogue avec Ali Bongo Ondimba et cela au nom de Jean Ping. Renseignément pris auprès du président élu, cela est totalement faux. Il me revient en mémoire ce qu'Omar Bongo Ondimba me disait de Louis Gaston : " Fiston, Louis Gaston est une voiture à plusieurs volants et à plusieurs directions." Omar Bongo Ondimba connaissait son monde. Désiré, pour corroborer la justesse de l'analyse de Mayila faite par Omar Bongo Ondimba, lisez ce mail de Mayila qui est un tombereau d'injures contre Ali Bongo Ondimba. De quand date-t-il ?

morts, tant de blessés, tant de prisonniers, tombés, désormais invalides, enfermés pour la seule raison qu'ils voulaient et ont obtenu le changement, il te revient de réparer tout cela. Les familles meurtries sont connues. Parle à ces familles ; parle à leurs responsables, et saches trouver les mots et les moyens qui consolent les Gabonais des neuf provinces qui sont une seule et même famille. Mais leur plus grande consolation et ce qu'attendent 80% du peuple, c'est ton départ du pouvoir sans conditions. Jean Ping, après sa victoire, a donné à certains ambassadeurs certaines garanties concernant ton départ ".

Votre mot de la fin ?

Je m'étonne du silence de la France officielle, notamment de l'Elysée, devant les massacres qui ont été perpétrés au Gabon. Les fichiers font état de dizaines de morts avérés ; ce qui est bien au-delà des trois morts que le camp d'Ali Bongo a annoncés. Des indiscrétions dans les forces armées avancent des chiffres effrayant et parlent même de charniers, et la France se tait. Alors qu'elle devait exiger une enquête internationale sous l'égide de l'ONU. En

« La vérité triomphe toujours mais sa victoire est lente et difficile ; comme les déesses antiques, elle prend son temps ; le temps des dieux n'est pas celui des hommes. »

lieu et place, on veut convoquer les Gabonais à un dialogue. Comment, à des gens qui pleurent leurs morts, qui ne retrouvent pas leurs enfants disparus, qui comptent désormais des enfants infirmes dans leurs maisons alors qu'ils les ont vus en bonne santé ce matin où c'est arrivé ; comment, en toute conscience, peut-on leur demander de s'asseoir avec le bourreau qui en est l'auteur pour dialoguer ? Est-on dans un monde où tout le monde devient fou ?

du passé. Je pense que même si Nicolas Sarkozy n'a pas les leviers du pouvoir, il dispose d'autres leviers qu'il aurait pu mettre en branle et qu'il peut encore mettre en branle pour que la sérénité revienne au Gabon et que les aspirations au changement de régime clairement exprimées par les Gabonais, soient une réalité. Les erreurs du passé dont je parle se sont produites alors qu'il était

au pouvoir. J'ai fait ma part et je continue de la faire. Il lui appartient de faire la sienne. La France a tant reçu du Gabon et il le sait. Nous n'avons pas le droit de laisser seul ce peuple qui a clairement dit sa

volonté de donner une nouvelle orientation à son destin. En cela, le retard mis par Nicolas Sarkozy à se prononcer sur le scrutin du Gabon m'a bien déplu. Et je n'ai pas supporté les réflexions qu'il a faites aux Gabonais qui s'invitaient à ses meetings. J'ai été peiné de l'entendre leur dire : « Ici vous êtes en France, et vous n'êtes pas au Gabon. » Nombreux sont nos amis africains binationaux qui n'oublieront pas l'attitude de Nicolas Sarkozy au moment de la primaire à droite. Ce jour-là, je le regretterai pour mon ami Nicolas Sarkozy. Je salue l'attitude prise par Alain Juppé et François Fillon qui ont dénoncé immédiatement le hold-up par le candidat perdant. Il me revient le devoir de souligner que François Fillon m'a demandé de le tenir régulièrement informé de ce qui se passait au Gabon. Il a tenu compte de mes remarques. Quant à Nicolas Sarkozy, il n'en fit jamais cas. Il s'est prononcé trop tard.

La perspective est-elle le dialogue ? Et que dire des mouvements de certaines personnes que l'on pensait dans l'opposition hier ? Un commentaire ?

Il est temps que l'on sache que M. Abdoulaye Bathily, représentant de Ban Ki-moon en Afrique centrale, et qui a suivi de près les opérations électorales, a remis son rapport de fin de mission non seulement au secrétaire général des Nations unies, mais aussi aux chefs d'Etat des grandes puissances, à l'Union européenne et à certains chefs d'Etat africains. M. Bathily, l'honnêteté et la rectitude faites homme, a clairement dit dans son rapport que Jean

... De juillet 2016

Désiré, vous avez été lecteur des centaines de mails que j'ai reçus de toutes les régions du Gabon me lançant des "au secours tonton Robert ! Aidez-nous ! Sauvez-nous". En attendant la publication du rapport fin octobre de l'Union européenne, je conseillerais

Que cela sorte de la bouche de quelqu'un d'autre, je comprendrai. Mais je ne tolère pas ces propos de la bouche de Nicolas Sarkozy, qui connaît la situation du Gabon ; qui a été président au moment de l'arrivée d'Ali Bongo Ondimba au pouvoir en 2009, et qui sait que la France avait le devoir de réparer certaines erreurs du passé.

ceci à Ali Bongo Ondimba : "Ali, la planète sait que tu as perdu les élections. Tu le sais toi-même. A ce jour, une quantité microscopique d'Etats a reconnu ta pseudo-victoire ; plutôt que d'inviter au dialogue que seuls de microscopiques

hommes politiques ont accepté, tu devrais réparer les horribles dégâts commis par ta soldatesque. Tant de

Non. Le monde démocratique et civilisé que j'interpelle doit se mobiliser au plus vite pour la cause des Gabonais et rétablir le pouvoir véritable au Gabon. Je reste à la disposition des Gabonais et j'irai jusqu'au bout avec eux. Je leur demande de ne pas faiblir et de défendre la vérité sans se lasser. Je demande à Jean Ping d'éviter absolument le pourrissement qui ne sert que son adversaire Ali Bongo Ondimba, qu'il a abattu à la loyale. Et qu'Ali Bongo et ses hommes sachent que je reste et demeure leur adversaire. Aux Gabonais, je voudrais rappeler cette maxime de Shakespeare : « La vérité triomphe toujours, mais sa victoire est lente et difficile ; comme les déesses antiques, elle prend son temps ; le temps des dieux n'est pas celui des hommes. »



Maitre Bourgi marchant aux côtés des Gabonais samedi dernier.